



**PRÉFET
DE LA CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 1881 du 16 décembre 2024
portant prescriptions complémentaires**

société HOLDING SOPREMA à BEAUNE

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1, L.512-7-5, R.512-46-22 et L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

VU la demande présentée le 31 juillet 2023 et complétée le 05 décembre 2023 par la société HOLDING SOPREMA dont le siège social est 14 rue Saint-Nazaire à Strasbourg (67100) pour l'enregistrement d'installations de transformation du papier/carton (rubriques n°2445-1 de la nomenclature des installations classées) et de transit, regroupement, tri et préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons (rubriques n°2714-1 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Beaune ;

VU le plan de gestion des pollutions, en date du 03 juillet 2023, annexé à la demande d'enregistrement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 754 du 1er mai 2024 portant enregistrement d'installations de production de ouate de cellulose exploitées par la société HOLDING SOPREMA à Beaune et notamment l'article 1.3.1. « Conformité au dossier d'enregistrement » qui dispose : « Les

installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 31 juillet 2023 et complété les 21 novembre 2023 et 5 décembre 2023. Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables. » ;

VU le rapport « Plan Gestion Pollution – Construction d'une usine de production de Ouate de Cellulose » de l'entreprise Guinot TP en date du 12 juillet 2024, transmis à l'inspection des installations classées le 18 juillet 2024 ;

VU les fiches de suivi de chantier 1 à 3 du 23 juillet 2024, 29 juillet 24 et 22 août 2024 transmises à l'inspection des installations classées le 29 août 2024 ;

VU le « Plan de surveillance des eaux souterraines » du bureau d'études Gone Environnement du 30 septembre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 novembre 2024, établi au vu des constatations effectuées au cours de la visite d'inspection réalisée le 11 septembre 2024 ;

VU le projet d'arrêté transmis par courrier à l'exploitant le 26 novembre 2024 ;

VU les observations émises sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a constaté lors de la visite sur site la présence de nombreux déchets plastiques mélangés aux terres terrassées, au droit des zones de confinement ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion du 3 juillet 2023 accompagnant le dossier de demande d'enregistrement explique le principe retenu pour la gestion des terres polluées au paragraphe §3.2.1. *« Scénario n°1 : Encapsulation sur site d'une partie des matériaux en gestion. Le procédé d'encapsulation consiste à enfermer physiquement sur site les sols par un dispositif de parois et couverture. Trois étapes doivent pour ce fait être suivies :*

- *Isoler les contaminants de façon à prévenir d'une manière pérenne leur propagation ;*
- *Contrôler, c'est-à-dire s'assurer du maintien des mesures mises en place ;*
- *Suivre, c'est-à-dire s'assurer de l'efficacité de ces mesures ;*

L'encapsulation sur site consiste à confiner totalement les sols pollués dans une alvéole afin de limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines. » ;

CONSIDÉRANT que la solution présentée dans le rapport « Plan Gestion Pollution – Construction d'une usine de production de Ouate de Cellulose » de l'entreprise Guinot TP en date du 12 juillet 2024 et dans les fiches de suivi de chantier 1 à 3, ne comporte pas de dispositif de parois ni de couvertures. Elle ne permet donc pas d'enfermer physiquement sur site les sols, d'isoler les contaminants de façon à prévenir d'une manière pérenne leur propagation, ni de confiner totalement les sols pollués dans une alvéole afin de limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de fixer les modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines proposées par l'exploitant dans le « Plan de surveillance des eaux souterraines » du bureau d'études Gone Environnement du 30 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'imposer en application de l'article L. 512-7-5 du Code de l'environnement des prescriptions complémentaires à l'installation susvisée afin de

garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Prescriptions concernant la gestion des terres impactées

Dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection, pour validation, sa proposition des modalités d'encapsulation comme mentionné au plan de gestion, ou tout autre mesure de confinement adaptée, permettant le respect de l'objectif du scénario n°1 du plan de gestion des pollutions du 03 juillet 2023, à savoir « limiter les infiltrations d'eaux de pluie, la migration latérale et en profondeur des polluants dans les eaux souterraines. »

En complément du plan de gestion des pollutions du 03 juillet 2023, l'exploitant pourra utilement se référer aux recommandations du portail national « SelecDEPOL » (<https://selecdepol.fr/>), qui précise notamment que le recouvrement des alvéoles doit être de type multicouche imperméable.

L'exploitant met en œuvre cette solution dans un délai de 6 mois à compter de la validation de la proposition de l'exploitant par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 : Prescriptions concernant la présence de déchets dans les terres polluées

L'exploitant définit et met en œuvre, pour les déchets (notamment plastiques) aisément séparables (par exemple par hersage, criblage...) une solution d'enlèvement et d'évacuation dans une filière autorisée à les recevoir.

Les éventuels déchets résiduels ne devront pas altérer la mise en œuvre et la pérennité de la solution prise en application de l'article 1 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Prescriptions concernant la surveillance des eaux souterraines

Pour le suivi de la qualité des eaux souterraines, les prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral du 1^{er} mai 2024 sont complétées par les dispositions suivantes :

- a) La surveillance des eaux souterraines au droit de la zone exploitée est assurée a minima par les ouvrages suivants :

	PZ1	PZ2	PZ3	PZ4	PZ5	PZ6
N° BSS	BSS004LHST	BSS004LHSX	BSS004LHSU	BSS004LHSV	BSS004LHSW	BSS004LHSY
Emplacement*	Amont petit confinement	Amont grand confinement	Aval petit confinement Nord	Aval petit confinement Sud	Aval grand confinement Nord	Aval grand confinement Sud
Coordonnées en Lambert 93	X : 841783,37 Y : 6659130,18	X : 841790,6 Y : 6658915,03	X : 841803,84 Y : 6659105,39	X : 841790,11 Y : 6659057,26	X : 841799,28 Y : 6658842,38	X : 841763,53 Y : 6658747,89
Hauteur NGF	209,27 m	208,64 m	209,15 m	208,88 m	208,33 m	208,60 m
Profondeur totale / repère	9,31 m	8,74 m	6,83 m	7,18 m	7,2 m	8,72 m

* Le sens d'écoulement supposé du site selon la carte de la masse d'eau est du Nord-Ouest vers le Sud-Est.

- b) la surveillance des eaux souterraines prescrite dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 754 du 1^{er} mai 2024 est complétée de la façon suivante.

Les substances à surveiller sont a minima les substances présentes dans les sols qui ont été mises en évidence par les différents diagnostics :

- COHV : Composés Organohalogénés Volatils,
- HAP : Hydrocarbures Aromatiques Polycyclique,
- PCB : Polychlorobiphényles,
- Métaux lourds (12) : Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Sélénium, Zinc, Antimoine, Baryum, Molybdène.

La liste des paramètres à analyser est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Paramètre	code Sandre	Paramètre	code Sandre
Chrome (Cr)	1389	Benzo(a)antracène	1082
Nickel (Ni)	1386	Benzo(a)pyrène	1115
Cuivre (Cu)	1392	Benzo(b)fluoranthène	1116
Zinc (Zn)	1383	Benzo(g,h,i)pérylène	1118
Arsenic (As)	1369	Fluoranthène	1191
Sélénium (Se)	1385	Indéno(1,2,3-cd)pyrène	1204
Cadmium (Cd)	1388	Acénaphène	1453
Molybdène (Mo)	1395	Anthracène	1458
Antimoine (Sb)	1376	Chrysène	1476
Baryum (Ba)	1396	Naphtalène	1517
Mercure (Hg)	1387	Phénantrène	1524
Plomb (Pb)	1382	Pyrène	1537
Indice Hydrocarbures	7007	Dibenzo(a,h)anthracène	1621
Chlorure de Vinyle	1753	Acénaphtylène	1622
Dichlorométhane	1168	Fluorène	1623
cis-1,2 Dichloroéthylène	1456	Somme des 4 HAP	2033
trans-1,2 Dichloroéthylène	1727	Somme des 6 HAP	6587
Trichlorométhane	1135	Somme des HAP	7484
1,1,1-Trichloroéthane	1284	PCB n° 28	1239
Tétrachlorométhane	1276	PCB n° 52	1241
Trichloréthylène	1286	PCB n° 101	1242
Tetrachloréthylène	1272	PCB n° 118	1243
1,1-Dichloroéthane	1160	PCB n° 138	1244
1,1- dichloroéthylène	1162	PCB n° 153	1245
Somme des COHV	7485	PCB n° 180	1246
Di(2-ethylhexyl)phtalate	6616	Somme des 7 PCB	7431

La fréquence de réalisation des analyses est celle définie par l'arrêté préfectoral n° 754 du 1er mai 2024, à savoir : la réalisation d'une campagne par mois pendant 6 mois puis une campagne tous les 6 mois.

- c) Les résultats sont notamment comparés aux valeurs repères de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.
- d) Les prélèvements (incluant, le cas échéant, une purge préalable des ouvrages), le conditionnement et l'analyse des échantillons d'eau sont effectués conformément

aux méthodes normalisées en vigueur pour la gestion des sites et sols pollués, en particulier pour le prélèvement et l'analyse des échantillons d'eau.

La norme NF X 31-615 concernant le prélèvement et l'échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines est une méthode recommandée.

- e) La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.
- f) Les eaux générées par la surveillance (purge, prélèvement, lavage, rinçage du matériel, etc) sont, selon les contextes (dont présence de polluants) et possibilités techniques liés au site : rejetées au réseau d'assainissement (eaux usées ou eaux pluviales avec une convention de rejet établie avec l'exploitant du réseau), rejetées dans une station de traitement présente sur site, éliminées en centres agréés, ou rejetées dans le milieu naturel (avec, si nécessaire, une autorisation au titre de la loi sur l'eau).
- g) La mise en œuvre d'actions correctives : l'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écarts par rapport aux valeurs de comparaison relatives à la qualité des eaux souterraines.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 122-5 II 2° du Code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

- h) La réalisation et la transmission d'un bilan quadriennal : l'exploitant adresse au préfet, tous les quatre ans à partir de 2024, un dossier faisant le bilan des résultats de surveillance des eaux souterraines sur la période quadriennale écoulée et comportant les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :
 - réexaminer le plan de gestion établi ;
 - réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 122-5 II 2° du Code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

ARTICLE 4 : Prescriptions concernant les ouvrages piézométriques.

Création, entretien et comblement des ouvrages

Lors de la réalisation d'un forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant fait inscrire l'ensemble des ouvrages de surveillance (anciens et nouveaux) à la Banque du Sous-sol, auprès du service géologique régional du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM). Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage, tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par les articles L.210-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des ouvrages se font conformément au bon état de l'art. Le respect de la norme NF X 31-614 concernant la réalisation de forages de surveillance des eaux souterraines au droit et autour d'un site potentiellement pollué et de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé est présumé satisfaire à cette exigence.

ARTICLE 5 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société HOLDING SOPREMA dont le siège social est situé au 14 rue de Saint-Nazaire à Strasbourg (67100).

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposé en mairie de Beaune et peut y être consulté ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Beaune pendant une durée minimale d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire et adressé à la préfecture de la Côte-d'Or ;
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de la commune de Beaune, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Signé
Denis BRUEL